La Grèce devant la menace imminente d'une amputation territoriale

mercredi 28 mars 2018, par Christina KOMI

Chers amis, chers camarades français, nous nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour fêter les 197 ans de la libération de la Nation hellénique de l'empire ottoman. C'est le 25/03/1821 qu'a commencé la révolution qui aboutirait quelques années plus tard à la formation du petit Etat de la Grèce moderne, sur les mêmes territoires où pendant de nombreux siècles était et est encore aujourd'hui enracinée la langue et la conscience collective d'une civilisation, d'une éducation et d'une pratique politique qui s'appelle « la démocratie ».

Les 450 ans d'esclavage ottoman n'ont pas effacé le riche héritage de l'Antiquité, de Byzance, du Christianisme, qui s'est consolidé dans l'État-nation Grèce.
Situé sur le carrefour de l'Orient et de l'Occident, depuis sa libération, cet Etat a vécu de façon intense tous les conflits qui ont tourmenté le continent européen. Le petit Etat grec naît et commence ses premiers jours de vie déjà endetté aux Britanniques. A peine quelques années plus tard (1833), et après l'assassinat du très compétent chef d'État Ioannis Capodistria, à la tête de la Grèce règne un roi allemand (bavarois).

Première Guerre Mondiale, Guerres balkaniques, catastrophe de l'Asie Mineure, la Grèce acquiert progressivement sa taille territoriale actuelle et est emmenée à entasser tout l'Hellénisme déraciné de l'Orient et des zones du Caucase, dans ses confins actuels. Traité de Lausanne (1923). Traité par lequel la Turquie perdait son allure d'empire mais pas ses manières d'empire. Elle sera à l'origine de plusieurs massacres et génocides (dont arméniens, grecs, kurdes).

Je continue.
La résistance grecque pendant la Deuxième Guerre Mondiale tr ès grande et très dure pour un peuple si peu nombreux qui s'est battu par tous les moyens contre le fascisme et le nazisme. Pourtant le pays ne connaitra ni la paix ni la prospérité à la fin de cette guerre. Car il sera encore entrainé dans une autre guerre, civile cette fois, orchestrée par les britanniques qui réarment les mains de ex-collabos des nazis, soit disant contre la « menace communiste ».

Sur les cendres de ce drame, l'OTAN viendra poser ses bases en Grèce dans les années 50.
La classe politique locale, servile depuis longtemps vis-à-vis du capital étranger, perpétuera la dépendance politique et économique du pays et le conduira au début des années 80, à son entrée à la Communauté Economique Européenne avec des contreparties lourdes, qui mèneront quelques années plus tard à la désindustrialisation ; à la destruction de l'agriculture ; au rétrécissement des services publics (que vous connaissez si bien...).

Au moment de la réunification des deux Allemagnes, la Grèce est un grand marché pour l'industrie allemande et la classe politique grecque un très bon client pour la corruption propagée par les boites allemandes, telle SIEMENS.
Et le lendemain de son entré à l'euro la dette externe grecque doublera comme par un tour de magie (141 milliards de $ de 1821 à 2001 ; 300 milliards de $ de 2002 à 2009) : la mondialisation est là et elle perce aussi les murs du bloc de l'Est.
Dans son voisinage immédiat, la Grèce a vu de près l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, la transformation de ce pays, jadis prospère, en un terrain vague, en un campement de l'OTAN, en le premier terrain d'action des terroristes islamistes sur le territoire du continent européen ; et la terrible fin : la transformation de l'ex-Yougoslavie en un amas de petits protectorats, principalement de l'Allemagne et des USA, imprégnés par l'influence de spéculateurs « philanthropes », tels G. Soros qui savent moduler le sort des peuples à

leur propre convenance.

Entre 1989 et aujourd'hui, un après l'autre, tous les pays de l'ex-traité de Warsovie ont rejoint l'OTAN contrairement aux promesses contraires faites à Gorbachev lors de la ré-unification de l'Allemagne. Pays Baltes, Ukraine, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Kosovo… La Russie en est entourée et devra être bloquée d'une sortie possible en Méditerranée.

Les médias principaux internationaux et une partie des publications universitaires (généreusement financées par des organisme comme Open Society de Georges Soros) en font l'apologie : On parle de « la menace russe » ; on parle aussi des « minorités opprimées » dont l'Allemagne se porte aujourd'hui garant !
Le Centre Européen pour les Minorités (ECMI) fondé en Allemagne en 1996 (pendant l'éclatement de l'ex-Yougoslavie) a repéré l'existence de 282 ethnies différentes dans notre continent européen. Et les chercheurs de ce Centre prônent, contre tout principe du droit international et de l'ONU, le séparatisme même par la force de tout groupe ethnique qui considère ne pas avoir assez de concessions de la part de l'État souverain dont il fait partie.
Chers amis, dans cette liste du ECMI se trouvent aussi les Bourguignons, les Occitans, les

Catalans… et le critère de définition de ces minorités destinées à casser l'unité des Etats souverains n'est autre que celui qui a rempli l'Europe de camps de concentration : le DNA.

Mais, revenons à la Grèce :
qui est aujourd'hui à l'ultime étape de son anéantissement, à la veille d'une amputation territoriale. Alors que les dernières recherches de ses fonds sous-marins démontrent des énormes réserves de gaz et de pétrole (ce qui est vrai aussi pour Chypre). Huit ans de memoranda en application de Traités d'endettement illégaux, abusifs, anticonstitutionnels, ont emmené le peuple grec à une paupérisation, à un taux de mortalité, de chomage et de dépossession, jamais connus dans son histoire moderne. Cet affaiblissement est, comme vous le comprenez, très favorable pour les intérêts de la mondialisation heureuse…

Sur une pancarte de protestation, on peut lire : « Nos aéroports sont en mains allemandes ; nos ports en mains chinoises ; nos trains en mains italiennes ; notre eau en mains françaises ; et tout le reste en mains des spéculateurs locaux ». Pourtant, ce peuple humilié et bafoué dans sa fierté et sa civilisation a encore aujourd'hui le courage de sortir dans les rues pour défendre un MOT : pour crier que le terme « Macédoine » appartient à la Grèce car, après lui avoir volé ses droits, son travail, sa production, ses retraites, ses maisons, après avoir poussé ses jeunes diplômés à l'émigration massive, on demande au peuple grec aujourd'hui de signer sa dépossession culturelle et historique en cédant le mot « Macédoine » à l'État de Skopje, ce fragment de l'ex-Yougoslavie qui s'étend au nord de la frontière grecque et qui de surcroit est limitrophe à la région grecque du même nom.

Et là, j'ai une question à vous poser, camarades français, qu'auriez vous dit ou fait si demain, de l'autre côté de la frontière franco-allemande, juste à côté de votre Alsace, apparaissait un nouvel Etat, soit disant indépendant, qui cherchait sa reconnaissance, de la part de la France et de la communauté internationale, sous le nom d'Alsace –ou ses dérivés, Alsace de l'ouest, Nouvelle Alsace, etc. Quelle aurait été la réponse du peuple français là ?

Je tiens à rappeler qu'en juillet 2018 aura lieu la prochaine réunion de l'OTAN et que dans ce cadre là, il y a de la hâte d'y intégrer ce fragment de l'ex-Yougoslavie, une fois la question du nom résolue. Je signale aussi que la Turquie, qui revit ses rêves de grandeur, développe aujourd'hui une agressivité non seulement vis-à-vis de la Syrie, en violant le Traité de Lausanne pour ses frontières sud en massacrant les kurdes, mais elle soutient aussi tout sorte d'irrédentisme dans les Balkans, se portant garante de l'Albanie ou de Skopje pour toute sorte de revendications vis-à-vis de la Grèce.

La Turquie, cherchant à rétablir son empire dans la région, procède par ailleurs à des violations et des provocations directes dans la mer Egée et en Thrace. L'otage des 2 soldats grecs à la frontière Nord-est de la Grèce, leur détention illégale et le plan de les juger pour espionnage devant les tribunaux turcs, est

scandaleux, comme l'est aussi le silence de la part du régime d'Athènes. Tous ces actes constituent des incidents belliqueux chauds qui peuvent dégénérer en confrontation armée ou en amputation territoriale sans guerre au détriment de la Grèce.

Je finis cette intervention, en disant que le morcellement territorial des pays souverains, encouragé aujourd'hui par le moteur de l'UE (Allemagne) ne vise qu'à servir les intérêts d'une petite oligarchie au détriment des peuples.

J'envoie aujourd'hui depuis cette place de la Nation un message au peuple français et au peuple grec pour l'union, pour la défense de nos pays souverains et indépendants, qui est le seul et unique moyen de nous défendre contre le nivellement généralisé que nos dirigeants nous réservent.

Ομιλία της Χ. Κόμη
στην πικετοφορία στην Πλατεία των Εθνών του Παρισιού (25η Μαρτίου 2018)

Αγαπητοί φίλοι και συναγωνιστές Γάλλοι,
μαζευτήκαμε εδώ σήμερα για να γιορτάσουμε τα 197 χρόνια απελευθέρωσης του Ελληνικού Έθνους από τον οθωμανικό ζυγό.
Μια μέρα σαν κι αυτή άρχισε η Επανάσταση που λίγα χρόνια αργότερα θα κατέληγε στην δημιουργία του μικρού νεοελληνικού κράτους, πάνω στα ίδια εδάφη όπου επί πολλούς αιώνες ήταν, και είναι ακόμη και σήμερα, ριζωμένη μια γλώσσα, μια συλλογική συνείδηση πολιτισμού, παιδείας και της πολιτικής πρακτικής γνωστής με το όνομα « δημοκρατία ».

Παρόλα τα 450 χρόνια οθωμανικής σκλαβιάς, η πλούσια κληρονομιά της Αρχαιότητας, του Βυζαντίου, του Χριστιανισμού, δεν χάθηκαν αλλά συνέχισαν να ζουν και στη νέα Ελλάδα. Πάνω στο σταυροδρόμι Δύσης και Ανατολής, από τη μέρα της απελευθέρωσης, η μικρή μετεπαναστατική Ελλάδα δοκιμάζεται σκληρά από όλες τις συγκρούσεις συμφερόντων της ευρωπαϊκής ηπείρου και ξεκινά τα πρώτα της βήματα ήδη καταχρεωμένη στους Άγγλους. Μόλις λίγα χρόνια αργότερα, μετά τη βρώμικη και ξενοκίνητη δολοφονία του ικανότατου ηγέτη της Ιωάννη Καποδίστρια, βρίσκεται υπό την βασιλεία του βαυαρικού στέμματος.

Α' Παγκόσμιος Πόλεμος, Βαλκανικοί Πόλεμοι, Μικρασιατική Καταστροφή… η Ελλάς αποκτά σιγά σιγα τη σημερινή εδαφική της διάσταση και στοιβάζει, στην περιορισμένη της αυτή επικράτεια, σε διαδοχικά κύμματα, όλον τον ξεριζωμένο Ελληνισμό της Ανατολής, του Πόντου και του Καυκάσου. 1923, Συνθήκη Λωζάνης. Συμφωνία βάση της οποίας η Τουρκία έχανε την αυτοκρατορική της έκταση, όχι όμως και τους αυτοκρατορικούς της τρόπους… Όλον τον 20ο αιώνα θα γεννοκτονήσει πολλούς λαούς, εκ των οποίων Αρμένιους, Έλληνες, Κούρδους…

Προχωρώ.
Η ελληνική αντίσταση στον Β' Π.Π. ήταν τεράστια και σκληρότατη για ένα τόσο μικρό και δίχως σημαντικό οπλισμό λαό ο οποίος έδωσε μάχη με όλα τα μέσα ενάντια στον φασισμό και τον ναζισμό. Κι όμως, η χώρα δεν θα γνώριζε ούτε ειρήνη ούτε ευμάρεια μετά το τέλος και αυτού του πολέμου. Αφού θα σερνόταν σε νέα αιματοχυσία, εμφύλια, αυτή τη φορά, ενορχηστρωμένη από τους « συμμάχους » Άγγλους που επανόπλισαν το χέρι των συνεργατών των ναζί με δικαιολογία τον κίνδυνο της « κουμμουνιστικής απειλής ».
Πάνω στις στάχτες αυτού του δράματος και του εθνικού διχασμού, θα εγκαταστήσει τις βάσεις του το ΝΑΤΟ στην Ελλάδα της δεκαετίας του 50.

Η εντόπια πολιτική τάξη, μονίμως δοσίλογη και υπόδουλη στα ξένα συμφέροντα, θα διαιωνίσει, στο πέρασμα του χρόνου, την πολιτική και οικονομική εξάρτηση της χώρας και θα την οδηγήσει, στην αρχή της δεκαετίας του 80, στην είσοδό της στην ΕΟΚ, με τα βαριά ανταλλάγματα που κι εσείς, φίλοι γάλλοι, αν και σε άλλη κλίμακα, γνωρίζεται καλά : χρειάστηκαν λίγα μόνο χρόνια για να έρθει η πλήρης αποβιομηχάνιση, η καταδίκη της αγροτικής παραγωγής σε θάνατο, η συρρίκνωση των οιωνδήποτε κοινωνικών παροχών.

Την εποχή της επανένωσης των δύο Γερμανιών (1989), η Ελλάς ήταν ήδη μία αγορά γεμάτη από

γερμανικά προϊόντα και η ελληνική πολιτική τάξη, εξαιρετικός πελάτης για την κάθε είδους διαφθορά και τα μπαξίσια που μοίραζαν οι γερμανικές εταιρείες σαν την SIEMENS… Και την επομένη της εισόδου της χώρας στο ευρώ, ως δια μαγίας, το εξωτερικό της χρέος διπλασιάστηκε ! Περνώντας από 141 δις δολλάρια (χρέος από το 1821 ως το 2001) στα 300 δις (από το 2002 ως το 2009) σε μόλις 7 χρόνια ! Η « παγκοσμοιοποίηση » είχε φτάσει ! Και διαπέρασε μάλιστα, χωρίς εμπόδια, και τα τείχη του πρώην ανατολικού μπλοκ.

Στην κοντική γειτονιά της, η Ελλάδα είδε την διάλυση της Γιουγκοσλαβίας, την μετατροπή της άλλοτε πλούσιας κι ανεπτυγμένης αυτής χώρας, σε ένα στρατόπεδο του ΝΑΤΟ, στο πρώτο ευρωπαϊκό έδαφος όπου δρούσαν ανενόχλητοι ξενόφερτοι ισλαμιστές τρομοκράτες… Είδαμε ύστερα και το τρομερό τέλος : την μετατροπή της πρώην Γιουγκοσλαβίας, σε ένα σωρό συντρήμια, προτεκτοράτα κυρίως της Γερμανίας και των ΗΠΑ, βαθιά ποτισμένα από την επιρροή κάτι τζογαδόρων, γεμάτων « φιλανθρωπία », όπως ο Τζωρτζ Σόρος που ξέρει καλά να φτιάχνει τον κόσμο στα δικά του μέτρα…

Από το 1989 μέχρι σήμερα, μία μετά την άλλη, οι χώρες του πρώην Συμφώνου της Βαρσοβίας εισήλθαν στο ΝΑΤΟ, αντίθετα με τις υποσχέσεις που είχε δώσει η Αμερική στον Γκορμπατσώφ τη στιγμή συνένωσης των Γερμανιών. Βαλτικές χώρες, Ουκρανία, Βουλγαρία, Αλβανία, Κόσοβο… Η Ρωσσία πρέπει να περικυκλωθεί, να μην έχει καμία δυνατότητα εξόδου στη Μεσόγειο.
Τα κύρια διεθνή μέσα μαζικής παραπλάνησης και μεγάλο μέρος πανεπιστημιακών μελετών (γενναιόδωρα χρηματοδοτημένων από κέντρα όπως το Open Society του Σόρος) κατασκευάζουν το αναγκαίο θεωριτικό υπόβαθρο. Κουβεντιάζουν έτσι συνεχώς το πρόβλημα της « ρωσσικής
απειλής », και το άλλο της « καταπίεσης των μειονοτήτων » των οποίων σήμερα η Γερμανία έχει αυτοανακυρηχθεί προστάτης !
Το « Ευρωπαϊκό Κέντρο για τα ζητήματα των Μειονοτήτων » (ECMI) ιδρυθέν στη Γερμανία το 1996 (όλως τυχαίως κατά τον πόλεμο της Γιουγκοσλαβίας) έχει ήδη διαγνώσει την ύπαρξη 282 διαφορετικών εθνοτικών ομάδων στην ευρωπαϊκή ήπειρό μας ! Και οι ερευνητές του κέντρου
αυτού διακυρήττουν, ενάντια σε κάθε αρχή του Διεθνούς Δικαίου και του ΟΗΕ, τον διχασμό ακόμα και με τη βία, κάθε εθνοτικής ομάδας που θεωρεί ότι δεν έχει λάβει αρκετές παραχωρήσεις από το εθνικό κράτος στο οποίο ανήκει. Έτσι, φίλοι γάλλοι, μάθετε ότι σε αυτή την μακρά λίστα του ECMI βρίσκονται και οι πατριώτες σας οι Βουργουνδοι, οι Οξιτανοί, οι Αλσατοί όπως εξάλλου και οι Καταλανοί που ακολούθησαν τον ενδενδειγμένο δρόμο του ξεσηκωμού… και το κριτήριο προσδιορισμού αυτών των εθνοτικών ομάδων δεν είναι άλλο από εκείνο που γέμισε τα στρατόπεδα συγκέντρωσης του 3ου Ράιχ : το DNA.

Αλλά ας επανέλθουμε στην Ελλάδα, η οποία σήμερα βρίσκεται στο τελευταίο σκαλοπάτι του αφανισμού της, στις παραμονές εδαφικού ακρωτηριασμού, κι ενώ οι τελευταίες έρευνες του υποθαλάσσιου υπεδάφους της δείχνουν τεράστιες ποσότητες γκάζι και πετρέλαιο… (κάτι που επίσης αληθεύει για την Κύπρο). Οκτώ χρόνια μνημόνια, σε εφαρμογή παράνομων, καταχρηστικών και αντισυνταγματικών δανειακών συμβάσεων με ΔΝΤ, ΕΚΤ και ΕΕ, έφεραν τον ελληνικό λαό σε μια τέτοια εξαθλίωση, σε ένα τέτοιο αριθμό θανάτων, ανεργίας, και αφαίρεσης της περιουσίας του που δεν είχε γνωρίσει ποτέ στη σύγχρονη ιστορία του. Αυτή τη κατάπτωση, όπως καταλαβαίνετε, βολεύει πολύ καλά τα συμφέροντα της « παγκοσμιοποίησης » και των παρακαθήμενών της…

Ένα πανώ διαμαρτυρίας γράφει : « Τα αεροδρόμιά μας είναι γερμανικά, τα λιμάνια μας κινέζικα, τα τραίνα μας ιταλικά, το νερό μας γαλλικό και όλα τα υπόλοιπα στα χέρια ντόπιων κερδοσκόπων ». Παρόλα αυτά, παρόλη την ταπείνωση, παρόλα τα χτυπήματα που έχει δεχθεί στη περιφάνεια του, στην τσέπη του και στον πολιτισμό του, αυτός ο λαός έχει ακόμα κουράγιο και βγαίνει στους δρόμους για να υπερασπίσει μία ΛΕΞΗ : για να φωνάξει ότι ο όρος Μακεδονία ανήκει στο δικό του ελληνικό πολιτισμό. Αφού μας κλέψανε τα δικαιώματα, τη δουλειά, την παραγωγή, τα σπίτια, τις συντάξεις και τους μισθούς μας, αφού σπρώξανε τους σπουδαγμέους νέους μας στην ξενυτιά, σήμερα ζητούν από μας, τον ελληνικό λαό, να συναινέσουμε στην οριστική πολιτισμική και ιστόρική μας απογύμνωση, παραδίδοντας την λέξη Μακεδονία στους σκοπιανούς, στο κομμάτι εκείνο της πρώην Γιουγκοσλαβίας που εκτείνεται βορείως των ελληνικών συνόρων δίπλα ακριβώς στην ελληνική επαρχία με το ίδιο όνομα.

Κι εδώ, έχω μια ερώτηση για σας, φίλοι και συναγωνιστές γάλλοι, τί θα λέγατε ή τι θα κάνατε εσείς αν

αύριο, στην γερμανική πλευρά των γαλλογερμάνικών συνόρων, ακριβώς δίπλα στην δική σας Αλσατία, εμφανιζόταν ένα νέο κράτος και ζητούσε να ονομαστεί κι αυτό Αλσατία ή με κάποια σύνθετη ονομασία που να περιέχει τον όσο Αλσατία (Δυτική ή Νέα Αλσατία) ; Τι θα έλεγε για αυτό ο γαλλικός λαός ; και τί σκέψεις θα έκανε για το μέλλον ;

Αναμένωντας την απάντησή σας σε αυτό το ερώτημα, υπενθυμίζω ότι το Ιούλιο του 2018, θα λάβει χώρα ή επόμενη συνάντηση του ΝΑΤΟ κατά την οποία επείγει το σχέδιο ένταξης των Σκοπίων στη συμμαχία αυτή, υπό τον όρο ότι το κρατίδιο αυτό θα έχει πια ένα όνομα αναγνωρισμένο erga omnis, δηλαδή και από την Ελλάδα. Τονίζω επίσης ότι η Τουρκία, που ξαναζεί το αυτοκρατορικό της όνειρο, δείχνει σήμερα μεγάλη επιθετικότητα όχι μόνο προς τα νότια σύνορά της παραβιάζοντας την Συνθήκη της Λωζάνης προς τη Συρία, κατακρεουργώντας και πάλι τους Κούρδους, αλλά υποθάλπει και κάθε αλυτρωτισμό που εμφανίζεται στα Βαλκάνια εναντίον της Ελλάδος : στηρίζει τους Σκοπιανούς και τους Αλβανούς στις πιο αχαλίνωτες διεκδικήσεις τους. Παραβιάζοντας την Συνθήκη Λωζάνης και προς τα δυτικά, προχωρεί, εδώ και κάποιους μήνες, σε παραβιάσεις του εναέριου και θαλάσσιου χώρου (Αιγαίο) αλλά και στη Θράκη. Η ομηρία των δύο ελλήνων στρατιωτικών στα βορειοανατολικά μας σύνορα, οι κατηγορίες για κατσασκοπία και η προσεχής εκδίκασή τους από τουρκικά δικαστήρια είναι σκανδαλώδεις προκλήσεις, θερμά επισόδεια που οδηγούν σε πόλεμο ή σε εθνικό ακρωτηριασμό χωρίς πόλεμο εις βάρος της χώρας μας.

Τελειώνω αυτή την ομιλία μου λέγοντας ότι ο εδαφικός τεμαχισμός των κυρίαρχων κρατών, που ενθαρρύνει σήμερα η γερμανοκρτούμενη ΕΕ, δεν στοχεύει παρά στην εξυπηρέτηση των στενών συμφερόντων μιας μικρής κάστας ολιγαρχών εις βάρος της μεγάλης πλειοψηφίας των λαών.

Από την Πλατεία των Εθνών, στέλνω σήμερα μύνημα σε Γάλλους κι Ελληνες για ενότητα προκειμένου να αμυνθούμε των πατρίδων μας, της εθνικής κυριαρχίας και της ανεξαρτησίας μας. Αυτός είναι ο μόνος τρόπος να γλιτώσουμε την γενική ισοπέδωση που μας επιφυλάσσουν οι τωρινοί κυβερνήτες μας.